27 JANVIER 2025

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Grosse-Île tenue le 27 janvier 2025 dans la salle de conférence municipale située au 1-006, chemin Jerry, Grosse-Île, Québec. La séance est ouverte à 18 h 30 sous la présidence du maire, monsieur Gordon Burke et à laquelle il y a quorum.

Sont présents:

Maire:	Gordon Burke
Conseillères:	Nancy Clark Miranda Matthews Marlene Boudreau Rachelle Clark
Directrice générale	Carole Lemieux
Absente avec regrets Conseillère :	Kathy Burke

OUVERTURE DE LA SÉANCE ET MOT DE BIENVENUE

N2025-001

Le maire, Gordon Burke, ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

R2025-002

Sur une proposition de Nancy Clark
Appuyée par Rachelle Clark
Il est résolu à l'unanimité des conseillères présentes.

QUE l'ordre du jour suivant soit adopté tel que présenté

1. Ouverture de la séance
 - 1.1 Mot de bienvenue
 - 1.2 Adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Adoption des procès-verbaux des 2 décembre et 16 décembre
 - 1.4 Correspondance
 - 1.4.1 Demande de soutien financier - École de la Grosse-Île - Carnaval d'hiver
2. Actes administratifs du conseil
 - 2.1 Factures payées en novembre et décembre 2024
 - 2.2 Dossiers régionaux de la Communauté maritime - Mise à jour
 - 2.3 Autorisation des cartes de crédit - Marianne Paradis
 - 2.4 Zone scolaire
 - 2.4.1 Lettre MTQ-limite de vitesse
 - 2.4.2 Achat d'un panneau radar
 - 2.5 États financiers 2023
 - 2.6 PTI 2025-2026-2027

- 2.7 Taux de taxation 2025
 - 2.8 Nomination d'un élu au sein du comité du Fonds région et ruralité
 - 2.9 Ministère de la Culture - Convention de développement culturel
 - 2.10 Contrat à Judith Landry
 - 2.11 Vente de terrain
 - 2.11.1 Lot 3 777 305(Old Harry)
 - 2.11.2 Lot 3 777 576 (Grosse-Ile)
 - 2.12 MDE-Résolution
 - 2.13 Contrat pour archives
 - 2.14 Embauche d'un directeur général / greffier-trésorier
3. Actes législatifs du Conseil
- 3.1 Adoption - 2e projet du règlement 2024-003 modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'agrandir la zone résidentielle Rb5 pour y inclure une partie de la zone récréative RECb1 (lots 3 777 376 et 3 777 381).
 - 3.2 Adoption - Règlement 2024-005 - Modifiant le règlement 2006-004 - concernant la délégation de pouvoir pour autoriser certaines dépenses, payer certains contrats et frais fixes.
 - 3.3 Adoption - Règlement 2024-006 - Modifiant le règlement 2019-005 concernant les procédures relatives aux séances du conseil de la municipalité de Grosse-Île.
 - 3.4 Avis de motion - Règlement 2025-001 - relatif au camion-restaurant
 - 3.5 Adoption du 1er projet - Règlement 2025-001 – relatif au camion-restaurant
 - 3.6 Avis de motion - Règlement 2025-003 - Modification du plan d'urbanisme no 2012-001 de la municipalité de Grosse-Île afin d'assurer la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine amendé par le règlement noA2016-05
 - 3.7 Adoption 1er projet - Règlement 2025-003 - Modifiant le plan d'urbanisme no. 2012-001 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'assurer sa conformité au Schéma d'Aménagement et de Développement de la Communauté Maritime des Îles-de-la-Madeleine amendé par le règlement noA2016-05
 - 3.8 Avis de motion et 1er projet - Règlement 2025-004 - Modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la municipalité de Grosse-Île afin d'assurer le respect du schéma d'aménagement et de développement (SADR) de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine noA2010-07 en retirant une carte d'érosion désuète et en clarifiant les dispositions de la zone de conservation Va6.
 - 3.9 Adoption 1er projet - Règlement 2025-004 - Modifiant le règlement de zonage 012-002 de la municipalité de Grosse-Île afin d'assurer la conformité au schéma d'aménagement et de développement (SADR) de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine noA2010-07 en retirant une carte d'érosion désuète et en clarifiant les dispositions de la zone de conservation Va6.

- 3.10 Avis de motion - Règlement 2024-005 - Modifiant le règlement de zonage 2012-002 et le règlement de construction 2012-004 de la Municipalité de Grosse-Île afin de mettre à jour les normes relatives aux bâtiments accessoires et aux serres privées, de mieux encadrer l'entreposage des engins de pêche et d'autoriser de nouveaux matériaux de revêtement et certaines structures autoportantes.
- 3.11 Adoption 1er projet - Règlement 2025-005 - Modifiant le règlement de zonage 2012-002 et le règlement de construction 2012-004 de la Municipalité de Grosse-Île afin de mettre à jour les normes relatives aux bâtiments accessoires et aux serres privées, de mieux encadrer l'entreposage des engins de pêche et d'autoriser de nouveaux matériaux de revêtement et certaines structures autoportantes.
4. Affaires diverses
5. Période de questions
6. Clôture de la séance

APPROBATION DES PROCÈS-VERBAUX

Les membres du conseil présents déclarent avoir reçu et lu le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil tenue le 2 décembre 2024.

R2025-003

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 2 décembre 2024.

Les membres du conseil ont reçu copie et déclarent avoir lu le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil tenue le 16 décembre 2024.

R2025-004

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Rachelle Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue le 16 décembre 2024.

CORRESPONDANCE

Les membres du conseil ont reçu une copie de la liste de la correspondance reçue au bureau depuis la dernière séance, avant la réunion, pour examen. Le maire répond à la correspondance et la liste est déposée dans le registre de la correspondance de la municipalité.

AFFAIRES DÉCOULANT DE LA CORRESPONDANCE

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DE L'ÉCOLE GROSSE ÎLE POUR LE CARNAVAL D'HIVER

L'école de la Grosse-Île demande à la municipalité une contribution au Carnaval d'hiver. Ce carnaval comprend des activités pour tous les citoyens.

R2025-005

Il est proposé par Rachelle Clark
Appuyée par Gordon Burke
Et approuvée à l'unanimité par les conseillères présentes.

DE soutenir financièrement le Carnaval d'hiver de l'école de Grosse Île avec une contribution de 750 \$.

ACTES ADMINISTRATIFS DU CONSEIL

COMPTES PAYÉS

R2025-006

Il est proposé par Marlene Boudreau
Appuyée par Miranda Matthews
Et approuvée à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'approuver les comptes payés pour les mois de novembre et décembre 2024 au montant de 190 634,63 \$; cette liste est déposée au registre des comptes payés.

DOSSIERS REGIONAUX DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME - MISE A JOUR

Le maire, Gordon Burke, passe en revue les sujets à l'ordre du jour de la séance du conseil de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, qui a eu lieu le mardi 21 janvier 2024, et fait le point sur la situation en conséquence.

CARTE DE CRÉDIT - CHARGÉE DE PROJET

ATTENDU QUE la Caisse Desjardins a besoin d'une résolution du conseil pour demander une carte de crédit pour la chargée de projet actuel ;

ATTENDU QUE cette carte de crédit est nécessaire parce qu'il n'y a qu'une seule carte de crédit disponible au bureau et que lorsque le directeur général est absent, aucun achat ne peut être fait (ex. timbres) ;

ATTENDU QUE le gestionnaire de projet est un employé non syndiqué et qu'il doit être en mesure de faire des achats liés à la gestion de projets (p. ex. la fête du Canada) ;

ATTENDU QUE la modification du règlement 2006-004 par l'adoption du règlement 2024-005 (à la présente séance au point 3.2) autorise la chargée de projet à faire des achats jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par mois.

R2025-007

Il est proposé par Marlene Boudreau
Appuyé par Miranda Matthews
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE la carte de crédit VISA Desjardins autorise la chargée de projet, Marianne Paradis, à effectuer des achats jusqu'à concurrence de 1 000,00 \$.

ZONE D'ÉCOLE

ATTENDU QUE les élèves et les enseignants de l'école de Grosse-Île doivent traverser la route 199 pour accéder au gymnase situé dans le complexe municipal ;

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île se préoccupe de la sécurité des écoliers au passage pour piétons ;

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île travaille en collaboration avec l'école Grosse-Île depuis plusieurs années afin de trouver des solutions pour la sécurité des écoliers ;

ATTENDU QUE le ministère des Transports est intervenu dans le dossier et a proposé des pistes de solutions à la suite de consultations ;

ATTENDU QUE le ministère des Transports a installé de nouveaux panneaux de signalisation, mais que le problème de la vitesse demeure le même ;

ATTENDU QUE le ministère des Transports a proposé de réduire la limite de vitesse à 30 km/h et de modifier l'emplacement des stationnements des commerces situés dans la zone désignée.

R2025-008

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'envoyer une lettre au MTQ pour demander de changer la limite de vitesse dans la zone scolaire à 30 km/h.

De demander au MTQ s'il est possible d'installer un panneau radar sur la route principale.

R2025-009

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE la directrice générale soit autorisée à acheter un panneau radar (avec un budget maximal de 7 500 \$).

QUE la directrice générale communique avec la commission scolaire pour l'inviter à participer à cet achat.

ADOPTION DU RAPPORT FINANCIER 2023 ET DU RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

La directrice générale explique que l'équipe a fait un excellent travail en augmentant les revenus et en diminuant les dépenses. L'année 2023 se terminera avec un excédent de 455 000\$ au lieu des 22 000\$ prévus dans le budget.

R2025-010

Il est proposé par Marlene Boudreau
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

QUE le rapport financier 2023 et le rapport du vérificateur externe, présentés par la greffière-trésorière, Carole Lemieux, suite à la vérification effectuée par Raymond Chabot Grant Thornton, comptables agréés, soient par la présente approuvés et adoptés conformément à la réglementation en vigueur.

PTI 2025-2026-2027

La directrice générale explique que des investissements majeurs doivent être faits au niveau du toit, du système de climatisation et de la ventilation. Il faut aussi refaire le pavage du chemin Wide.

R2025-011

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE le plan triennal d'immobilisations 2025-2026-2027 de la municipalité de Grosse Île soit par la présente adopté tel que présenté par la greffière-trésorière, Carole Lemieux.

2025 TAUX D'IMPOSITION ET TAXES

R2025-012

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE le taux de la taxe foncière générale de 2025 pour la municipalité de Grosse-Île soit établi, conformément au règlement 2006-03, pour chacune des catégories comme suit :

Résidentiel	1,38 \$ par \$100
Immeuble de 6 logements et plus	1,38 \$ par \$100
Immeuble non résidentiel	2,69 \$ par \$100
Immeuble industriel	2,97 \$ par \$100

Taxe spéciale (générateur)

La municipalité ayant obtenu une subvention pour cet investissement en 2024, aucune taxe supplémentaire ne sera facturée aux citoyens pour ce projet.

Taxe spéciale - règlement 2023-002 (Wide - phase 1)	
Résidentiel	0,03 \$ par \$100
Immeuble de 6 logements et plus	0,03 \$ par \$100
Immeuble non résidentiel	0,05 \$ par \$100
Immeuble industriel	0,05 \$ par \$100

QUE le nombre de versements demeure à six (6) par année financière.

QU'un droit de vingt-cinq dollars (25,00 \$) par chien soit également appliqué.

QUE tous les comptes de taxes en souffrance, conformément au règlement 2006-03, seront assujettis à un taux d'intérêt annuel de 10 %, plus une pénalité de retard de 0,5 % du capital impayé pour chaque mois complet de retard. Pour chaque mois complet de retard, jusqu'à un maximum de 5 % par an. Un taux d'intérêt annuel de 15 % est appliqué à tous les comptes en souffrance autres que les comptes fiscaux.

MODIFICATION DU COMITÉ DES DIRECTEURS - FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ (VOLET 1) - SOUTIEN AU RAYONNEMENT RÉGIONAL

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a mis en place le volet 1 - Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité (FRR) pour financer des projets de développement en lien avec les priorités déterminées par chaque région ;

ATTENDU QUE le ministère fixe la composition du conseil d'administration de la région des Îles-de-la-Madeleine, lequel est formé de deux élus de la Communauté maritime, d'un élu de chacune des municipalités composant la Communauté maritime et du représentant du ministre responsable de la région ;

ATTENDU QUE la Commission a pour mandat de :
- déterminer les priorités de développement de la région ;
- déterminer la composition du comité régional de sélection des projets ;

ATTENDU QUE de nouveaux élus municipaux furent élus à la suite des élections municipales partielles de septembre et novembre 2024.

EN CONSÉQUENCE

R2025-013

Il est proposé par Rachelle Clark
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

DE désigner la personne suivante pour siéger au comité de sélection régional des Îles-de-la-Madeleine : Gordon Burke, maire de la municipalité de Grosse-Île.

RÉSOLUTION - CONCLUSION D'UN ACCORD DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL AVEC LE MCC

- ATTENDU QUE** le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a présenté le programme d'entente de développement culturel (EDC) aux représentants de la municipalité de Grosse-Île et du CAMI ;
- ATTENDU QUE** le MCC vise à conclure une EDC avec la municipalité de Grosse-Île, considérant que le territoire de cette municipalité n'est pas couvert par une entente existante, pour les années 2025, 2026, 2027 ;
- ATTENDU QUE** cette première entente pourrait appuyer l'élaboration d'une politique culturelle municipale pour Grosse-Île, une condition d'admissibilité au programme EDC du MCC ;
- ATTENDU QUE** cette entente pourrait appuyer la réalisation d'initiatives culturelles pour les citoyens ;
- ATTENDU QUE** la municipalité de Grosse-Île peut faire une demande d'aide financière de 60 % du budget total de l'entente, en raison de son indice de vitalité économique négatif ;
- ATTENDU QU'** un montant de 16 200 \$, représentant jusqu'à 60 % du budget total de l'entente, serait mis à la disposition par le MCC pour financer cette entente ;
- ATTENDU QU'** un montant minimum de 10 800 \$, représentant un minimum de 40 % du budget total de l'entente, doit être investi par la Municipalité de Grosse-Île pour égaler le montant du MCC, pour une entente totale de 27 000 \$;
- ATTENDU QUE** le MCC exige qu'une ressource humaine de la municipalité soit désignée pour la mise en œuvre de l'entente ;
- ATTENDU QUE** l'intérêt du CAMI à collaborer à la mise en œuvre de cette entente ;
- ATTENDU QUE** cette opportunité permettra de développer l'offre culturelle et de rendre la culture plus accessible aux résidents de Grosse-Île.

EN CONSÉQUENCE

R2025-014

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE la Municipalité de Grosse-Île accepte de conclure une première entente de développement culturel avec le MCC pour l'élaboration d'une politique culturelle pour les années 2025, 2026, 2027 et la réalisation d'actions culturelles destinées aux citoyens ;

QUE la Municipalité de Grosse-Île contribue un montant de 3 600 \$ pour l'année 2025 et s'engage à contribuer 5 400 \$ à l'intérieur de cette entente pour égaler le montant du MCC ;

QUE Marianne Paradis, chargée de projet, soit désignée comme responsable de la mise en œuvre de l'entente et du suivi auprès du MCC ;

QUE Carole Lemieux, directrice générale, soit nommée mandataire de l'entente et qu'elle soit autorisée à signer tous les documents s'y rapportant.

CONTRAT DE JUDITH LANDRY

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île a déjà retenu les services professionnels de Judith Landry, consultante en urbanisme et en géomatique ;

ATTENDU QUE Mme Landry a été engagée pour remplir le rôle d'inspecteur municipal sur une base contractuelle;

ATTENDU QUE des besoins additionnels en planification urbaine ont été identifiés au cours de cette période ;

ATTENDU QUE Mme Landry a présenté à la municipalité une entente de prolongation de contrat (MGI 25-004), pour la période de janvier 2025 à mai 2025.

EN CONSÉQUENCE

R2025-015

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Rachelle Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillèresprésentes.

QUE l'offre de services reçue de Judith Landry, consultante en urbanisme et en géomatique, pour exercer à distance les fonctions d'inspecteur municipal et offrir un soutien professionnel en urbanisme à la Municipalité de Grosse-Île, de janvier 2025 à mai 2025, pour un montant pouvant atteindre 11 500 \$ (taxes exclues), soit par la présente acceptée ;

QUE la directrice générale, Carole Lemieux, soit par la présente autorisée à signer, au nom de la municipalité de Grosse-Île, l'offre de services reçue de Judith Landry.

VENTE DE PROPRIÉTÉ

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île possède deux lots vacants ;

- ATTENDU QUE** la municipalité de Grosse-Île a reçu des demandes pour ces lots;
- ATTENDU QUE** le lot 3 777 305 était en défaut de paiement de taxes ;
- ATTENDU QUE** le lot 3 777 576 abritait l'ancien édifice municipal;
- ATTENDU QUE** Mine Seleine a un droit de préemption sur le lot 3 777 576 ;
- ATTENDU QUE** le Conseil désire mettre les propriétés en vente afin de donner la même chance à tous les membres de la communauté.

EN CONSÉQUENCE

R2025-016

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'autoriser la directrice générale, Carole Lemieux, à communiquer avec les représentants de Mine Seleine afin d'obtenir leur renonciation pour le lot 3 777 576 et d'engager un notaire pour préparer l'acte requis ;

D'autoriser la directrice générale, Carole Lemieux, à procéder à l'affichage de ces propriétés (lot 3 777 305 et 3 777 576) sous forme d'appel d'offres, en conformité avec les lois et règlements régissant ce type de processus pour une municipalité.

RÉSOLUTION DU MDE

R2025-017

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Rachelle Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QUE Carole Lemieux soit autorisée :

D'inscrire la Municipalité de Grosse-Île auprès de Revenu Québec;

DE gérer l'inscription de la Municipalité de Grosse-Île avec clicSÉCUR;

DE gérer l'inscription de la Municipalité de Grosse-Île dans *Mon compte d'entreprise* et, de façon générale, à faire tout ce qui est utile et nécessaire à cette fin.

DE remplir les rôles et responsabilités du gestionnaire du service électronique tels que décrits dans les Conditions d'utilisation de *Mon compte pour entreprise*, y compris fournir une autorisation ou une procuration aux utilisateurs de la Municipalité de Grosse-Île et aux autres utilisateurs ;

DE consulter le dossier de la Municipalité de Grosse-Île et agir au nom et pour le compte de la Municipalité, pour toutes les périodes et années d'imposition. De consulter le dossier de la municipalité de Grosse-Île et d'agir au nom et pour le compte de la Municipalité,

pour toutes les périodes et années d'imposition (passées, présentes et futures), à l'égard de tout renseignement que Revenu Québec pourrait exiger concernant l'entreprise pour l'application ou l'exécution des lois fiscales, de la Loi de l'impôt, de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires pour enfants, en communiquant avec Revenu Québec par tous les moyens de communication disponibles. (Par téléphone, en personne, par courrier ou par les services en ligne).

CONTRAT D'ARCHIVAGE

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île a besoin de plus d'espace pour les bureaux et l'entreposage dans la section de l'hôtel de ville (il manque deux bureaux pour le personnel saisonnier) ;

ATTENDU QUE la conversion des documents papier en format électronique permettra d'optimiser l'utilisation de l'espace de bureau ;

CONSIDÉRANT que l'impression et l'archivage de documents papier entraînent des coûts importants en termes de matériel et de temps ;

ATTENDU QUE la directrice générale cherche un moyen d'être plus efficace lorsqu'un besoin de dossiers plus anciens se présente ;

ATTENDU QUE le roulement du personnel crée différentes façons de gérer les dossiers (papier et électronique) ;

ATTENDU QUE la municipalité doit respecter les lois concernant le temps et la façon de conserver les archives ;

ATTENDU QUE pour se doter d'un processus et d'outils qui seront conservés à long terme, l'équipe administrative a besoin du soutien et de la formation d'un expert.

EN CONSÉQUENCE

R2025-018

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

D'autoriser la directrice générale, Carole Lemieux, à signer un contrat d'un montant maximal de 5 000 \$ avec le Service de gestion documentaire France Longpré pour la mise en place des meilleures pratiques en matière d'archivage et la formation de tout le personnel administratif sur l'utilisation du processus et des outils (calendrier, plans, nomenclature, etc.).

EMBAUCHE DE DIRECTION GÉNÉRALE/ GREFFIÈRE TRÉSORIÈRE

ATTENDU QUE la directrice générale / greffière-trésorière actuelle, Carole Lemieux, a décidé de ne pas renouveler son contrat qui se termine le 31 décembre 2024 ;

ATTENDU QUE la Municipalité de Grosse-Île a reçu une candidature de Mme Linda Romano, pour exécuter les fonctions et responsabilités du poste de directeur général en vertu du Code municipal du Québec, ainsi que de toutes les autres lois et règlements applicables ;

ATTENDU QUE le sous-comité a rencontré Mme Linda Romano le 13 janvier dernier et recommande son embauche à titre de directrice générale/greffière-trésorière.

EN CONSÉQUENCE

R2025-019

Il est proposé par Rachel Clark

Appuyé par Miranda Matthews

Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes.

QU'une proposition de contrat de travail soit transmise à Mme Linda Romano, pour exercer les fonctions de directrice générale et de greffière-trésorière, à compter du 3 mars 2025 ;

QUE le maire, Gordon Burke, soit par la présente autorisé à signer, au nom de la municipalité de Grosse-Île, le contrat de travail de Mme Linda Romano.

ACTES LÉGISLATIFS DU CONSEIL

ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 2024-003

MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 2012-002 DE LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE EN VUE D'ÉLARGIR LA ZONE RÉSIDENTIELLE Rb5 POUR INCLURE UNE PARTIE DE LA ZONE RÉCRÉATIVE RECb1 (LOTS 3 777 376 ET 3 777 381)

ATTENDU QU' en vertu des dispositions prévues à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.C.Q. c. A-19-1), le conseil peut modifier son règlement de zonage ;

ATTENDU QUE ce secteur est sévèrement affecté par l'érosion côtière ;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a imposé un cadre réglementaire applicable aux zones d'érosion côtière et une cartographie de ces zones depuis 2016 ;

ATTENDU QUE des bâtiments résidentiels ont été construits avant l'imposition du cadre réglementaire sur l'érosion ;

ATTENDU QUE ces bâtiments pourraient devoir être relocalisés;

- ATTENDU QUE** le conseil doit appliquer ce cadre réglementaire pour toute intervention en zone d'érosion côtière;
- ATTENDU QUE** le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) recommande l'adoption de ce règlement par le conseil ;
- ATTENDU QU'** un avis de motion a été donné à la séance du 2 décembre 2024 et qu'un premier projet de règlement a été déposé et présenté à cette même séance ;
- ATTENDU QU'** à la suite d'une consultation publique tenue le 27 janvier 2025, le conseil municipal désire adopter, sans modification, le second projet de règlement 2024-003 conformément à l'article 128 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ;
- ATTENDU QU'** une copie du présent projet de règlement a été remise aux membres du conseil au moins 72 heures avant la présente séance ;
- ATTENDU QUE** les membres du conseil déclarent avoir lu le présent projet de règlement ;
- ATTENDU QU'** au cours de la séance, la greffière-trésorière adjointe mentionne le contenu et la portée du règlement ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-020

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillers présents

QUE le second projet de règlement 2024-003 intitulé « Règlement 2024-003 modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'agrandir la zone résidentielle Rb5 pour y inclure une partie de la zone récréative RECb1 (lots 3 777 376 et 3 777 381) » soit, par la présente, adopté tel que présenté.

De transmettre à la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine le second projet de règlement 2024-003 intitulé « Règlement 2024-003 modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'agrandir la zone résidentielle Rb5 pour y inclure une partie de la zone récréative RECb1 (lots 3 777 376 et 3 777 381) ».

RÈGLEMENT 2024-005 MODIFICATION DU RÈGLEMENT 2006-004 RELATIF À LA DÉLÉGATION DU POUVOIR D'AUTORISER CERTAINES DÉPENSES AINSI QUE DE PAYER CERTAINS CONTRATS ET FRAIS FIXES

ATTENDU QUE suite à la récente réorganisation des postes, le conseil considère qu'un nouveau poste devrait être inclus dans le règlement de 2006 ;

ATTENDU QU' afin de s'assurer que les opérations administratives de la municipalité soient effectuées efficacement, le conseil juge nécessaire d'adopter un règlement déléguant au directeur général le pouvoir d'autoriser certaines dépenses, de payer certains contrats et frais fixes ;

ATTENDU QUE le conseil juge nécessaire de regrouper ces dispositions en un seul règlement ;

ATTENDU QU' un avis de motion à cet effet a été donné lors de la séance du conseil tenue le 2 décembre 2024 ;

ATTENDU QU' un projet de règlement a été remis à chacun des membres du conseil deux jours avant la séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil déclarent avoir lu le présent règlement et renoncent à sa lecture ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-021

Il est proposé par Marlene Boudreau
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

QUE le règlement 2024-005 portant le titre « Règlement modifiant le règlement 2006-04 relatif à la délégation du pouvoir d'autoriser certaines dépenses, de payer certains contrats et frais fixes » soit par la présente adopté et décrété par ce qui suit :

RÈGLEMENT 2024-006 MODIFICATION DU RÈGLEMENT 2019-005 SUR LES PROCÉDURES RELATIVES AUX SÉANCES DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE ILE

ATTENDU QUE l'article 145 du Code municipal permet au conseil d'adopter un règlement relatif à la tenue des débats et au maintien de l'ordre lors des séances du conseil ;

ATTENDU QUE le conseil juge nécessaire d'adopter un règlement pour maintenir l'ordre et le décorum lors de ses séances ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 2 décembre 2024 et que le projet de règlement a également été présenté lors de cette même séance ;

ATTENDU QU'une copie de ce règlement a été remise à chacun des membres du conseil au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil déclarent avoir lu le règlement ;

ATTENDU QU'au cours de la séance, la directrice générale informe le conseil du contenu et de la portée du règlement ;

ATTENDU QUE des copies du règlement ont été mises à la disposition du public au début de la séance ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-022

Il est proposé par Miranda Matthews
Appuyé par Rachelle Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

**AVIS DE MOTION - REGLEMENT 2025-001 -
RELATIF AUX CAMIONS-RESTAURANTS**

R2025-023

Conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), Nancy Clark donne avis de motion de la présentation à une séance ultérieure du conseil, pour adoption, du règlement n° 2025-001 - Relatif aux camions-restaurants.

**RÈGLEMENT 2025-001 -
RELATIF AUX CAMIONS-RESTAURANTS**

ATTENDU QUE ce règlement régit l'exploitation des camions-restaurants sur les propriétés publiques et privées du territoire de la Municipalité de Grosse-Île conformément aux dispositions habilitantes prévues notamment aux articles 4 à 7, 10, 85 et 86 de la Loi sur les compétences municipales (CQLR, c C-47.1) ;

ATTENDU QUE ce règlement peut établir des normes relatives à l'affichage, à la publicité et au bruit ou interagir avec tout autre règlement existant, notamment en matière de nuisances et de zonage ;

ATTENDU QUE le présent règlement peut prescrire des normes relatives aux emplacements désignés pour l'exploitation des camions-restaurants , aux périodes d'exploitation, aux opérations, aux spécifications des véhicules et de leurs accessoires et équipements, à l'entretien, à la salubrité et à la sécurité ;

ATTENDU QUE le présent règlement peut comprendre des dispositions relatives aux pouvoirs d'inspection et aux sanctions en cas de non-conformité ;

ATTENDU QU'une copie du présent règlement a également été remise à tous les membres du conseil au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil déclarent l'avoir lu ;

ATTENDU QUE lors de la séance, la greffière-trésorière adjointe explique le contenu et la portée du règlement ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-024

Il est proposé par Nancy Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

QUE le projet de règlement n° 2025-001 intitulé « Règlement relatif aux camions-restaurants nourriture » soit adopté.

**AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 2025-003 -
MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME N° 2012-001 DE
LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE AFIN D'ASSURER LA
CONFORMITÉ AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME
DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE AMENDÉ PAR LE
RÈGLEMENT N°A2016-05**

R2025-025

Conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), Rachel Clark donne avis de motion de la présentation à une séance ultérieure du conseil, pour adoption, du règlement n° 2025-003 ayant pour objet d'amender le plan d'urbanisme 2012-001 afin d'assurer la concordance avec le Schéma d'aménagement et de développement de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, modifié par le règlement n° A2016-05.

**RÈGLEMENT 2025-003
MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME N° 2012-001 DE
LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE POUR ASSURER LA
CONFORMITÉ AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE
DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME
DES ÎLES DE LA MADELEINE MODIFIÉ PAR LE
RÈGLEMENT N°A2016-05**

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île a adopté le plan d'urbanisme n° 2012-001 le 5 novembre 2012 ;

ATTENDU QUE la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (CQLR, c. A-19.1) autorise le conseil municipal à modifier son plan d'urbanisme afin de le rendre conforme au Schéma d'aménagement et de développement en vigueur ;

ATTENDU QU'en 2016, le conseil de l'Agglomération des Îles-de-la-Madeleine a adopté le règlement n°A2016-05 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement et intégrant le nouveau cadre réglementaire sur l'érosion imposé par le gouvernement du Québec ;

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île a ajusté sa réglementation en fonction du cadre provincial dans les délais requis, mais que certaines dispositions de l'ancien cadre réglementaire sur l'érosion demeurent dans le plan d'urbanisme actuel ;

ATTENDU QUE la municipalité doit harmoniser son plan d'urbanisme en retirant ces dispositions désuètes afin d'assurer la conformité au Schéma d'aménagement et de développement et au cadre réglementaire provincial en vigueur ;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent projet de règlement a été donné lors de la séance ordinaire du conseil du 27 janvier 2025 ;

ATTENDU QU'une copie du présent projet de règlement a été remise aux membres du conseil au moins 72 heures avant la présente séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil déclarent avoir lu le présent projet de règlement ;

ATTENDU QUE lors de la séance, la greffière-trésorière adjointe mentionne le contenu et la portée du règlement ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-026

Il est proposé par Rachelle Clark
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

D'adopter le projet de règlement n° 2025-003 intitulé « Règlement 2025-003 modifiant le plan d'urbanisme n° 2012-001 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'assurer sa conformité au Schéma d'aménagement et de développement de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine amendé par le règlement n° 2016-05 ».

AVIS DE MOTION ET PREMIER PROJET - RÈGLEMENT 2025-004 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2012-002 DE LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE AFIN D'ASSURER LA CONFORMITÉ AU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT (SADR) DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE N° A2010-07 EN RETIRANT UNE CARTE D'ÉROSION DÉSUÈTE ET EN CLARIFIANT LES DISPOSITIONS DE LA ZONE DE CONSERVATION VA6

R2025-027

Conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), Rachelle Clark donne avis de motion de la présentation à une séance ultérieure du conseil, pour adoption, du règlement n° 2025-004 modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'assurer le respect du schéma d'aménagement et de développement (SADR) de la Communauté Maritime des Îles-de-la-Madeleine n° A2010-07 en retirant une carte d'érosion désuète et en clarifiant les dispositions de la zone de conservation Va6.

RÈGLEMENT 2025-004 MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2012-002 DE LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE AFIN D'ASSURER LA CONFORMITÉ AU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE

**DÉVELOPPEMENT (SADR) DE LA COMMUNAUTÉ
MARITIME DES ÎLES DE LA MADELEINE N° A2010-07 EN
SUPPRIMANT UNE CARTE D'ÉROSION OBLIGATOIRE ET
EN CLARIFIANT LES DISPOSITIONS DE LA ZONE DE
CONSERVATION DE LA VA6**

ATTENDU QUE la municipalité de Grosse-Île a adopté le règlement de zonage n° 2012-002 en date du 5 novembre 2012 ;

ATTENDU que la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) oblige les municipalités à adopter les modifications nécessaires pour assurer la conformité de leur plan d'urbanisme au Schéma d'aménagement et de développement en vigueur ;

ATTENDU QUE le SADR n°A2010-07 a été modifié par le règlement n°A2016-05, intégrant un nouveau cadre sur l'érosion et rendant obsolète la carte d'érosion existante et les dispositions du règlement de zonage ;

ATTENDU QUE la carte d'érosion incluse dans le règlement de zonage n° 2012-002 et rendue obsolète par ces modifications n'a pas été retirée ;

ATTENDU QUE le SADR n°A2010-07 exige également l'application de dispositions particulières aux zones de conservation ;

ATTENDU que le conseil municipal désire également clarifier les dispositions applicables à la zone de conservation Va6 afin d'en assurer la conformité ;

ATTENDU QU'une copie de ce projet de règlement a également été distribuée à tous les membres du conseil au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu ;

ATTENDU QUE lors de cette séance, la greffière-trésorière adjointe décrit le contenu et la portée du projet de règlement ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-028

Il est proposé par Rachelle Clark
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillèreses présentes

D'adopter le projet de règlement portant le numéro 2025-004 intitulé « Règlement modifiant le règlement de zonage 2012-002 de la Municipalité de Grosse-Île afin d'assurer le respect du Schéma d'aménagement et de développement (SADR) de la Communauté Maritime des Îles-de-la-Madeleine n° A2010-07 en retirant une carte d'érosion désuète et en clarifiant les dispositions de la zone de conservation Va6 ».

De tenir une assemblée publique conformément à l'article 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, C. A-19.1)

De transmettre à la Communauté Maritime des Îles-de-la-Madeleine le projet de règlement portant le numéro 2025-004.

**AVIS DE MOTION - RÈGLEMENT 2024-005 -
MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2012-002
ET LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION 2012-004 DE LA
MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE AFIN DE METTRE À
JOUR LES NORMES RELATIVES AUX BÂTIMENTS
ACCESSOIRES ET AUX SERRES PRIVÉES, DE MIEUX
ENCADRER L'ENTREPOSAGE DES ENGIN DE PÊCHE ET
D'AUTORISER DE NOUVEAUX MATÉRIAUX DE
REVÊTEMENT ET CERTAINES STRUCTURES
AUTOPORTANTES.**

Conformément à l'article 445 du Code municipal du Québec (RLRQ, chapitre C-27.1), Rachel Clark donne avis de motion de la présentation à une séance ultérieure du conseil, pour adoption, du règlement n° 2025-005 modifiant le règlement de zonage 2012-002 et le règlement de construction 2012-004 de la Municipalité de Grosse-Île afin de mettre à jour les normes relatives aux bâtiments accessoires et aux serres privées, de mieux encadrer l'entreposage des engins de pêche et d'autoriser de nouveaux matériaux de revêtement et certaines structures autoportantes.

**RÈGLEMENT 2025-005
MODIFICATION DU RÈGLEMENT DE ZONAGE 2012-002
ET LE RÈGLEMENT DE CONSTRUCTION 2012-004 DE LA
MUNICIPALITÉ DE GROSSE-ÎLE AFIN DE METTRE À
JOUR LES NORMES RELATIVES AUX BÂTIMENTS
ACCESSOIRES ET AUX SERRES PRIVÉES, DE MIEUX
ENCADRER L'ENTREPOSAGE DES ENGIN DE PÊCHE ET
D'AUTORISER DE NOUVEAUX MATÉRIAUX DE
REVÊTEMENT ET CERTAINES STRUCTURES
AUTOPORTANTES.**

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (CQLR, c. A-19.1), une municipalité peut modifier ses règlements d'urbanisme ;

ATTENDU QUE le conseil municipal juge opportun de mieux adapter les normes régissant les bâtiments accessoires privés et commerciaux aux besoins d'une économie basée sur la pêche ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier et préciser les normes régissant les serres privées ;

ATTENDU QUE le conseil désire mieux encadrer l'entreposage des engins de pêche commerciale ;

ATTENDU QUE le conseil désire autoriser l'utilisation de certains types de matériaux de revêtement métallique ;

ATTENDU QUE le conseil désire autoriser la construction de certaines structures autoportantes ;

ATTENDU QUE le Comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil d'adopter le présent règlement ;

ATTENDU QU'une copie de ce projet de règlement a également été distribuée à tous les membres du conseil au moins soixante-douze (72) heures avant la présente séance ;

ATTENDU QUE les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu ;

ATTENDU QUE lors de la séance, la greffière-trésorière adjointe décrit le contenu et la portée du projet de règlement ;

EN CONSÉQUENCE

R2025-029

Il est proposé par Rachelle Clark
Appuyé par Marlene Boudreau
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

D'adopter le premier projet de règlement portant le numéro 2025-005 intitulé « Règlement modifiant le règlement de zonage 2012-002 et le règlement de construction 2012-004 de la Municipalité de Grosse-Île afin de mettre à jour les normes relatives aux bâtiments accessoires et aux serres privées, de mieux encadrer l'entreposage des engins de pêche et d'autoriser de nouveaux matériaux de revêtement et certaines structures autoportantes ».

De tenir une assemblée publique conformément à l'article 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (CQLR, C. a-19.1) à une date déterminée.

De transmettre à la Communauté Maritime des Îles-de-la-Madeleine le premier projet de règlement portant le numéro 2025-005.

VARIA

AUTORISATION EMPRUNT TEMPORAIRE - TRAVAUX ROUTIERS

ATTENDU QUE la municipalité désire obtenir un prêt temporaire pour les travaux du chemin Wide, auprès de Desjardins ;

ATTENDU QUE les travaux (phase 1) sur le chemin Wide ont été complétés et que la facture a été reçue ;

ATTENDU QUE le règlement d'emprunt sera émis par le ministre des Finances à la fin du mois de mars afin d'obtenir un emprunt à long terme.

R2025-030

Il est proposé par Marlene Boudreau
Appuyé par Nancy Clark
Et approuvé à l'unanimité par les conseillères présentes

QUE le maire, M. Gordon Burke et la directrice générale, Mme Carole Lemieux soient par la présente autorisés à contracter un

emprunt temporaire de 825 000 \$ à la Caisse Populaire des Ramées.

QUE le maire, M. Gordon Burke et la directrice générale, Mme Carole Lemieux soient par la présente autorisés à signer tout document pertinent au nom de la municipalité de Grosse-Île concernant l'emprunt susmentionné.

DÉMISSION D'UN MEMBRE DU CCU

N2025-031

La directrice générale, Mme Carole Lemieux, informe les membres du conseil que M. Steve Clark a remis sa lettre de démission du comité CCU.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Louis s'interroge sur la manière dont se déroulera l'appel d'offres pour l'un des lots précédemment mentionnés que la municipalité met en vente

CLOTURE DE SÉANCE

N2025-032

La session est clôturée sur proposition de Marlene Boudreau à 19h40.

Gordon Burke
Maire

Carole Lemieux
Directrice générale / Greffière-
trésorière